



Conseil de sécurité

Débat ouvert: Women, Peace and Security Towards the 25th anniversary of Resolution 1325

New York, le 7 mars 2023

Déclaration d'Alain Berset, Président de la Confédération suisse

Madame la Présidente, Excellences,

Merci d'abord au Mozambique pour avoir convoqué cette réunion, pour ce thème très important, et d'ailleurs les échanges jusqu'à maintenant nous rappellent une fois de plus qu'une paix durable sera construite par et avec les femmes, ou n'existera simplement pas. Dans ce contexte évidemment, l'Agenda femmes, paix, sécurité n'est pas un seulement un terme, un mot, une expression onusienne, mais c'est une réalité. Je dois vous le dire, je peux le partager avec vous, j'ai eu l'occasion de m'en rendre compte à nouveau le mois dernier, Madame la Présidente, lors de la visite que j'ai effectuée dans votre pays, le Mozambique. A Maputo, bien sûr, mais aussi à Cabo Delgado, aussi à Mueda, à Pemba, avec le Président Nyusi, et les échanges que j'ai pu mener dans ce cadre m'ont confirmé que les femmes s'investissent pour la paix, aussi bien au sein de leurs communautés qu'au niveau national, et qu'elles contribuent ainsi à bâtir un avenir politique et économique juste et égalitaire pour leur pays.

Il y a 23 ans maintenant, les Etats membres de ce Conseil ont adopté, à l'unanimité d'ailleurs, la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. C'est vraiment une résolution qui fait date dans l'histoire, parce que c'était, je crois, la première fois que le Conseil reconnaissait le rôle clé joué par les femmes dans la prévention et dans la résolution des conflits. Et c'était à ce titre aussi un vrai changement de paradigme, la sécurité n'étant plus comprise exclusivement en termes militaires mais centrée d'abord sur les individus. Cette première résolution a été, on s'en souvient, adoptée grâce au travail important, inlassable de la société civile, notamment des activistes pour la paix et notamment aussi des mouvements féministes.

Cet Agenda femmes, paix et sécurité est universel et sa mise en œuvre est une tâche quotidienne prioritaire. Les crises et conflits actuels en Ukraine, en Afghanistan, en Syrie ou au Yémen sont malheureusement là pour nous le rappeler. Le Conseil de sécurité doit continuer de jouer son rôle de premier plan pour promouvoir cet agenda. Mais ce qui est extrêmement intéressant dans ce contexte, c'est que chaque Etat a aussi un rôle à jouer, directement au niveau national. C'est probablement un des éléments les plus marquants de cette résolution 1325, et dans ce sens c'est très encourageant de voir que plus de 100 pays ont adopté un plan d'action national, vous avez rappelé, Madame la Présidente, le plan adopté par le Mozambique, la Suisse bien sûr a aussi adopté un plan, nous avons d'ailleurs été parmi les premiers pays à le faire, en 2007.

Cela fait maintenant 23 ans, et dans deux ans, nous allons célébrer les vingt-cinq ans de l'adoption de la résolution 1325. Ce sera évidemment un moment particulier pour tirer un bilan. Mais, en même temps, on sait déjà aujourd'hui quels sont les défis auxquels il est urgent de répondre. En premier lieu, le fait que les femmes sont souvent les toutes premières cibles de violence, de discours haineux, de menaces, de représailles. Ces types de violences sont malheureusement connues depuis longtemps, je pense bien sûr ici à la violence sexuelle. Mais

elles prennent aussi des formes nouvelles, et je pense ici notamment aux violences perpétrées dans l'espace numérique, notamment aux discours haineux.

Ces violences sont structurelles. Autrement dit, aucun pays, aucune société n'est à l'abri. Et dans chaque pays, ou alors tous ensemble, y compris, d'ailleurs, au sein de ce Conseil, nous pouvons prendre des mesures concrètes pour faire face à ce fléau, avec les stratégies nationales, avec l'engagement dans nos pays. Et la Suisse a fait, par exemple, de la lutte contre la violence de genre un axe principal de sa Stratégie Egalité 2030. Pour faire face aux défis émergents, que j'ai mentionnés tout à l'heure, et bien nous soutenons également la recherche sur les liens entre la cyber sécurité et les femmes et nous faisons une promotion active de l'intégration de l'agenda 1325 dans les stratégies nationales de cyber sécurité. Affronter ces obstacles demande également un travail en réseau. C'est pour cela que nous avons créé le réseau « Femmes suisses dans les processus de paix ». Ce n'est pas seulement un réseau qui réunirait seulement l'expertise et les expériences des femmes suisses dans les processus de paix. Nous collaborons bien sûr avec d'autres réseaux régionaux – africains, du Commonwealth, méditerranéen et nordique – afin de partager les bonnes pratiques.

Pour cela, Madame la Présidente, je crois que nous devons rappeler également que pour assurer la participation des femmes, il faut un soutien politique clair, et il faut aussi des ressources adéquates. C'est une condition qui doit être remplie pour que les femmes puissent s'exprimer, qu'elles puissent contribuer à une paix durable. Cela doit être possible en toute sécurité, librement, et sans peur de représailles. Cette question des ressources va m'amener à un de mes derniers points. Les mandats de ce Conseil, on le sait, font de plus en plus référence à l'Agenda femmes, paix et sécurité. C'est très encourageant. Mais il faut désormais allier les paroles à des actes concrets en termes de budget, en termes de personnel et en termes de politique.

En ce sens, la Suisse s'engage pour que ce Conseil mette en œuvre l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité dans l'ensemble des contextes et sujets qui sont à l'agenda de ce Conseil. Notre co-présidence du groupe informel d'experts, avec les Emirats arabes unis, et notre soutien aux « Shared Commitments » s'inscrivent justement dans l'objectif de faire de cette approche un réflexe naturel, cela doit devenir un réflexe naturel dans les travaux de ce Conseil.

Madame la Présidente, l'Agenda femmes, paix et sécurité est un Agenda pionnier, c'est un Agenda qui est innovateur, j'ai pu rappeler tout à l'heure pourquoi. Parce qu'il est au niveau global et au niveau local en même temps. Sa mise en œuvre doit désormais encore s'accélérer. Cet Agenda doit être un pilier du Nouvel Agenda pour la Paix du Secrétaire général et nous permettre d'avancer sur la voie d'une paix durable.

Notre réponse aux défis actuels, notre réponse aux défis émergents pour la Paix doit tenir absolument compte de ces dimensions liées au genre. C'est absolument central. J'espère que nous pourrons célébrer le prochain anniversaire de cette résolution, dans deux ans, avec vraiment un sentiment commun de réussite. Et surtout, que ce sentiment soient partagés par celles et ceux qui œuvrent pour la paix dans le monde entier.

Unofficial translation

Madam President, Excellencies,

First of all, I would like to thank Mozambique for having convened this meeting, and for this very important theme, and indeed the exchanges so far remind us once again that a lasting peace will be built by and with women, or it will simply not exist. In this context, the Women, Peace and Security Agenda is obviously not just a term, a word, a UN expression, but a reality. I can share that I had the opportunity to see it again last month, Madam President, during my visit to your country, Mozambique. In Maputo, of course, but also in Cabo Delgado, in Mueda, in Pemba, with President Nyusi, and the discussions I had there confirmed that women are

committed to peace, both within their communities and at national level, and that they are thus helping to build a fair and equal political and economic future for their country.

Twenty-three years ago, the Member States of this Council unanimously adopted Resolution 1325 on women, peace and security. It is truly a landmark resolution, because it was, I believe, the first time that the Council recognized the key role played by women in the prevention and resolution of conflicts. In this respect, it was also a real paradigm shift, as security was no longer understood exclusively in military terms, but focused primarily on individuals. This first resolution was, as you will recall, adopted thanks to the important and tireless work of civil society, in particular peace activists and also the women's movement.

This Women, Peace and Security Agenda is universal and its implementation is a daily priority task. The current crises and conflicts in Ukraine, Afghanistan, Syria or Yemen are unfortunately a reminder of this. The Security Council must continue to play its leading role in promoting this agenda. But what is extremely interesting in this context is that each state also has a role to play, directly at national level. This is probably one of the most striking elements of this resolution 1325, and in this sense it is very encouraging to see that more than 100 countries have adopted a national action plan, and you mentioned, Madam President, the plan adopted by Mozambique, and Switzerland of course also adopted a plan, and we were among the first countries to do so, in 2007.

It has now been 23 years, and in two years' time we will be celebrating the 25th anniversary of the adoption of Resolution 1325. This will obviously be a special moment to take stock. But, at the same time, we already know today what challenges need to be addressed urgently. Firstly, the fact that women are often the very first targets of violence, hate speech, threats and reprisals. These types of violence have unfortunately been known for a long time, and I am of course referring to sexual violence here. But they also take new forms, and I am referring here in particular to violence perpetrated in the digital space, especially hate speech.

This violence is structural. In other words, no country, no society is immune. And in each country, or all together, including within this Council, we can take concrete measures to deal with this scourge, through national strategies, through the commitment in our countries. And Switzerland, for example, has made the fight against gender violence a main focus of its Equality 2030 Strategy. To address the emerging challenges, which I mentioned earlier, well, we also support research on the links between cyber security and women and we actively promote the integration of the 1325 agenda into national cyber security strategies. Tackling these obstacles also requires networking. This is why we have created the network "Swiss Women in Peace Processes". It is not just a network that brings together the expertise and experiences of Swiss women in peace processes. We are of course collaborating with other regional networks - African, Commonwealth, Mediterranean and Nordic - to share good practices.

To this end, Madam President, I believe we must also remember that to ensure women's participation, there must be clear political support, and there must also be adequate resources. This is a condition that must be met if women are to be able to express themselves, if they are to be able to contribute to a lasting peace. This must be done safely, freely, and without fear of reprisal. This question of resources brings me to one of my last points. As we know, the mandates of this Council increasingly refer to the Women, Peace and Security Agenda. This is very encouraging. But words must now be matched by concrete actions in terms of budget, in terms of personnel and in terms of policy.

In this sense, Switzerland is committed to ensuring that this Council implements the Women, Peace and Security Agenda in all the contexts and subjects on the Council's agenda. Our co-presidency of the informal group of experts, with the United Arab Emirates, and our support for the "Shared Commitments" are precisely part of the objective of making this approach a natural reflex, it must become a natural reflex in the work of this Council.

Madam President, the Agenda for Women, Peace and Security is a pioneering Agenda, it is an innovative Agenda, and I have already explained why. Because it is both global and local at the same time. Its implementation must now be accelerated. This Agenda must be a pillar

of the Secretary-General's New Agenda for Peace and enable us to move forward on the road to lasting peace.

Our response to the current challenges, our response to the emerging challenges for peace must absolutely take into account these gender dimensions. It is absolutely central. I hope that we can celebrate the next anniversary of this resolution, in two years' time, with a real shared sense of achievement. And above all, that this feeling is shared by all those who work for peace around the world.